

FOCCART PARLE



Entretiens avec Philippe Gaillard

2

Quand l'ombre de De Gaulle planait sur l'Élysée.

L'OPA manquée de Pasqua sur le SAC.

Le ministère de la Coopération s'est volatilisé!

Les derniers mots de Pompidou.

Chirac contre les héritiers du Général.

Giscard : les dernières opérations coloniales.

Mitterrand fait du Foccart sans Foccart.

Avec Chirac contre Balladur.

Retour à l'Élysée.

Faut-il recoloniser l'Afrique?

Foccart parle

dit quand même : « C'est vrai que je suis malade. Ne vous inquiétez pas, je m'en sortirai, mais les médecins insistent pour que je prenne du repos. Je compte sur vous pour éliminer de mon emploi du temps tout ce qui est fatigant et n'est pas indispensable. » Mais je n'y vois rien d'alarmant.

Et au début de 1974 ?

À la fin de février, le 26, il s'excuse de ne pas se lever pour m'accueillir dans son bureau. « Je n'en peux plus, me dit-il, je souffre trop. » Cette fois, il ne parle plus de colibacillose, mais d'hémorroïdes. « Si j'étais un simple particulier, ajoute-t-il, je me ferais opérer, mais que ne dira-t-on si je vais à l'hôpital ? » Je suis impressionné et je devrais sans doute comprendre qu'il y a autre chose que des hémorroïdes. Mais je n'y pense pas. Les hémorroïdes peuvent être très douloureuses. Richelieu en a beaucoup souffert, et longtemps, sans cesser de gouverner.

Le Président n'interrompt pas ses activités. Il s'occupe de la formation du nouveau gouvernement – qui ne comportera pas de ministère de la Coopération¹ – et dont la composition est annoncée le 1^{er} mars. Les 12 et 13 mars, il rencontre même Brejnev en Géorgie, et il est manifestement mal en point. Vous ne vous inquiétez toujours pas ?

Ce voyage représente, de sa part, un effort surhumain. Il en revient très éprouvé. Il annule, de jour en jour, ses audiences prévues, ainsi que le voyage qu'il devait faire à Bonn. Mais je ne mesure toujours pas la gravité du mal.

Sur ces entrefaites, je vais à Ouagadougou et à Niamey². Je suis de retour le jeudi 28. Le vendredi 29, on me dit que mon

1. Voir p. 220 à 223.

2. Voir p. 47.

audience habit
auquel je veur
essentiel de m
m'appelle : « V
plus de quelqu

Je suis intro
accablé de sou
a dû changer d
moite et moll
que j'allais se
mais Pompid
jours. « Alor
à voir avec m

En rentrant
mesures de lu
une escale à N
mis dans la té
pressions sur
l'Air. Le pré
par les Liby
raison, me di
les négociat
aboutissent
aussi des A
souffler ce n

« Attend
ser complèt
pas être vrai
Habyariman
je risque de
l'annuler, e

1. Juvénal
depuis le cou

Avec l'héritier du Général

audience habituelle est annulée. J'insiste pour voir Pompidou, auquel je veux rendre compte, même brièvement, d'un point essentiel de mon voyage. Vers 17 heures 30, l'aide de camp m'appelle : « Venez tout de suite, me dit-il, mais ne restez pas plus de quelques minutes. »

Je suis introduit dans le bureau. Le Président est visiblement accablé de souffrance. Ses yeux sont agrandis, et je pense qu'il a dû changer de lunettes. Je n'oublierai jamais la main gonflée, moite et molle qu'il me tend d'un geste las, sans se lever, et que j'allais serrer pour la dernière fois. L'entretien sera bref, mais Pompidou se montrera aussi lucide et attentif que toujours. « Alors, me demande-t-il, qu'avez-vous de si urgent à voir avec moi ? »

En rentrant de Haute-Volta, où j'étais allé étudier les mesures de lutte contre les effets de la sécheresse, j'avais fait une escale à Niamey. La raison en était que Kaddafi, qui s'était mis dans la tête de fabriquer une bombe atomique, exerçait des pressions sur le Niger pour obtenir des livraisons d'uranium de l'Aïr. Le président Diori m'avait confirmé qu'il était harcelé par les Libyens et qu'il en était très inquiet. « Vous avez raison, me dit Pompidou, cette affaire est grave. Suivez de près les négociations sur le prix de l'uranium, de sorte qu'elles aboutissent très vite, et surveillez les Libyens. Méfiez-vous aussi des Américains : ils guettent une occasion pour nous souffler ce minerai. »

« Attendez, ajoute-t-il comme je me lève. Je vais me reposer complètement pendant le week-end, mais je risque de ne pas être vraiment rétabli la semaine prochaine. Je dois recevoir Habyarimana¹ ; prévenez-le que je suis un peu souffrant et que je risque de devoir écourter son audience, peut-être même de l'annuler, et tâchez qu'il ne s'en offusque pas. » Je lui réponds

1. Juvénal Habyarimana est président de la République du Rwanda depuis le coup d'État du 5 juillet 1973.

Foccart parle

que le président du Rwanda arrivera dimanche et viendra dîner chez moi, rue de Prony, que je lui ferai la commission et que je suis certain qu'il comprendra. En réalité, je ne convaincras pas parfaitement Habyarimana qu'il ne s'agit pas d'une maladie diplomatique.

Le Président veut encore aborder un sujet. Le comité central de l'UDR s'est réuni, et Marie-France Garaud lui en a rendu compte. « Vous étiez au comité central, me dit-il. Il paraît que Debré n'a pas pu s'empêcher de bavarder sur moi. » Je réplique vivement : « Georges, c'est totalement faux. Michel a fait un excellent discours, tout à fait positif. — Ah ! enchaîne-t-il, cela me fait grand plaisir que vous me le disiez. J'ai justement reçu une lettre de Debré. Faites-lui savoir que je ne peux pas lui répondre tout de suite, mais que j'ai été très touché de ce qu'il m'a écrit et des termes qu'il a employés. » Ce sont les derniers mots que j'entends de la bouche de Georges Pompidou.

Cette fois, vous ne vous faites plus d'illusions ?

Je suis très impressionné ; je ne peux plus me cacher que c'est grave. Mais je le vois tellement courageux et en pleine possession de ses moyens intellectuels que je repousse l'idée d'une issue fatale imminente. Toutefois, je vais être une des rares personnes à apprendre, le lundi 1^{er} avril, que la fin est très proche.

Dans l'après-midi, je reçois la visite de Paul Comiti, le chef de la garde personnelle du Président. « La journée de samedi n'a pas été trop mauvaise, me raconte-t-il, mais, hier, ç'a été très dur. On vient de ramener le patron quai de Béthune en ambulance. Il est quasiment dans le coma. »

Le mardi 2, il y a un déjeuner au Quai d'Orsay en l'honneur d'Habyarimana. Je le prends à part pour lui dire que Pompidou ne pourra pas le recevoir, car il est malade, en lui demandant de garder l'information strictement pour lui.

Un peu avant
Édouard Balladur
de venir tout de s
du Président, et s
Juillet. Balladur v
Le communiqué
prévenez person
femme. Je vais e
où me rejoindre
connue, des mili
dossiers rue de S

Pompidou sav

Je ne le crois
incité à construi
s'organisait pou
la fin du septenn
tchado-libyenne
viens de vous pa
que cela ne le co

*Georges Po
jamais parlé ni
tion, a dit Mich*

De sa mort,
préoccupations
à de nombreux
au cours de la

1. Voir p. 87.

2. Michel Job
Remilleux, Paris,

Avec l'héritier du Général

Un peu avant 21 heures, le secrétaire général de l'Élysée, Édouard Balladur, me téléphone chez moi pour me demander de venir tout de suite. Je le trouve avec Alain Pompidou, le fils du Président, et sa femme, prostrée dans un fauteuil, et avec Juillet. Balladur vient à ma rencontre et me dit : « C'est fini. » Le communiqué sera diffusé à 22 heures, indique-t-il. « Ne prévenez personne avant. » Je téléphone quand même à ma femme. Je vais ensuite au secrétariat général, rue de l'Élysée, où me rejoignent, spontanément, dès que la nouvelle est connue, des militants du SAC, qui m'aident à déménager des dossiers rue de Solferino.

Pompidou savait-il qu'il allait mourir ?

Je ne le crois pas. Au mois de décembre 1973, quand il m'a incité à construire un pavillon de réception à Luzarches¹, il s'organisait pour poursuivre ses activités, en tout cas, jusqu'à la fin du septennat. Et l'intérêt qu'il a manifesté aux affaires tchado-libyennes, au cours de notre dernier entretien dont je viens de vous parler, n'était pas celui d'un homme qui pensait que cela ne le concernerait bientôt plus.

Georges Pompidou n'avait pas de dauphin. Il n'avait jamais parlé ni de son départ, ni de sa mort, ni de sa succession, a dit Michel Jobert²...

De sa mort, à moi non plus. Mais je peux témoigner de ses préoccupations concernant sa succession, dont il m'a entretenu à de nombreuses reprises. Pour résumer ce qu'il m'en a dit au cours de la dernière année, il pensait que l'élection prési-

1. Voir p. 87.

2. Michel Jobert, *Ni dieu ni diable, conversations avec Jean-Louis Remilleux*, Paris, Albin Michel, 1993.

Foccart parle

français, à organiser une mission d'investisseurs au Zaïre, mais cela n'a pas eu de suite. À part les sociétés qui ont une longue tradition d'intervention sur le continent, les entrepreneurs français qui envisagent de s'implanter en Afrique se laissent décourager par un environnement qui les déroutent et qu'ils ne se donnent pas la peine de comprendre. La garantie du risque politique que leur offre la Coface ne leur suffit pas.

Sous la présidence du général de Gaulle, vous ne vous étiez pas occupé du tout du Burundi ni du Rwanda?

Je les ai visités pour la première fois en juin 1971. Mais notre coopération avec eux avait été établie antérieurement. Bien que modeste, elle était efficace, en raison de la qualité de nos assistants techniques, dont les autorités disaient le plus grand bien. J'ai vu au Rwanda, au pied du Ruhengeri, une équipe médicale admirable de dévouement, qui avait la responsabilité de la santé dans un département de cinq cent mille habitants. Au Burundi, il y avait cent vingt assistants techniques français et deux cent quatre-vingts belges. Le ministre des Affaires étrangères m'a carrément demandé si la France accepterait de se substituer à la Belgique. Les deux chefs d'État, le rwandais Kayibanda et le burundais Micombero, grand admirateur et se voulant imitateur du général de Gaulle, manifestaient une grande francophilie. Ils voulaient qu'Air France ouvre une escale chez eux.

Voulaient-ils vraiment une coopération française qui se serait substituée à la coopération belge, ou manœuvraient-ils afin d'avoir un atout dans leurs conversations avec Bruxelles?

Je crois qu'ils jouaient sur les deux tableaux, comme les Zaïrois. En tout cas, les Belges ont été très émus d'apprendre que j'avais demandé des visas. C'est une litote de dire qu'ils

Tragédies et comédies

ont suivi mes faits et gestes et mes entretiens à Bujumbura et à Kigali avec attention.

Nous avons donc eu de bons rapports avec ces deux pays, mais assombris par les flambées de violence ethnique, surtout au Burundi, où la minorité tutsie avait confisqué le pouvoir. On a vu, depuis, les horreurs de la « purification ethnique » atteindre l'Europe, mais j'étais profondément choqué et affligé d'apprendre que des villageois vivant en bonne intelligence pouvaient soudain se massacrer avec une sauvagerie inouïe et sans raison, gagnés par une vague de terrorisme racial. Au Burundi en 1972, la tragédie a été terrible. Nous avons assisté, impuissants, aux préparatifs de la révolte hutue que Micombero laissait se développer afin d'en tirer prétexte pour déclencher une répression et des représailles qui furent épouvantables.

Au mois d'août, alors que ce qu'on a appelé le génocide des Hutus venait de s'achever, rencontrant Bokassa aux cérémonies d'anniversaire de l'indépendance du Gabon à Franceville, je lui ai fait des remontrances au sujet des mutilations qu'il avait fait opérer sur des condamnés de droit commun, et qui avaient eu un écho dans la presse française. Il a pris cela très mal. « Comment osez-vous me reprocher, m'a-t-il demandé, d'avoir fait couper quelques mains et quelques oreilles pour servir d'exemple aux voleurs, alors que la France reste impassible devant les horreurs du Burundi? » Que répliquer? Il n'avait pas tort, et j'en étais mal à l'aise. Mais qui aurait pu s'interposer, et comment?

Loin de l'Afrique centrale, en Guinée, s'exerce une autre forme de terreur. L'arrivée de Georges Pompidou à l'Élysée change-t-elle quelque chose dans les relations franco-guinéennes?

Foccart parle

dont je viens de vous parler et dont je m'occupais avec Fernand Wibaux suivait très officiellement les affaires, mais Richard Cazenave, le nouveau député de l'Isère, au demeurant fort sympathique, s'en occupait parallèlement sur le plan parlementaire.

Et en 1995, il y aura deux « cellules africaines » à l'Élysée...

L'Élysée n'est pas le RPR, mais n'anticipons pas¹.

Avec Claude Cheysson aux Affaires étrangères et Jean-Pierre Cot à la Coopération, le gouvernement Mauroy, premier du septennat, est un gouvernement « tiers-mondiste ». Le grand dessein français de coopération prend une dimension universelle avec le discours de Mitterrand à Cancun, en octobre 1981. Les droits de l'homme en deviennent une composante essentielle. On est aux antipodes des vues qui sont les vôtres...

Cela n'a duré que dix-huit mois.

Des erreurs psychologiques ont été commises par Cot, pas seulement dans les propos qu'il tenait sur les chefs d'État qu'il qualifiait volontiers de « dictateurs », mais plus objectivement, par exemple, en annonçant qu'il fallait mettre fin à la présence militaire française.

Les responsables de la politique africaine du début du septennat ne semblaient pas former une équipe homogène. Guy Penne, à l'Élysée, n'était-il pas plus pragmatique que Jean-Pierre Cot ?

1. Voir p. 477-478.

Charmes et cactus de la cohabitation

Certainement. D'ailleurs, je n'ai eu aucun contact avec Cot, qui voulait conduire une politique franchement irréaliste, ni avec Christian Nucci, son successeur. Mais j'ai rencontré Penne et je me suis aperçu que sa façon de concevoir les affaires franco-africaines était plus proche de la mienne que de celle de Cot. Nous n'avions aucun désaccord profond, et il ne se croyait pas obligé de dénigrer l'action qui avait été la mienne.

On a pourtant dit que Guy Penne voulait créer des réseaux qui allaient se substituer aux « réseaux Foccart »...

Beaucoup de gens se sont donné beaucoup de mal pour démolir des réseaux qui n'existaient pas. Le premier qui s'était lancé dans cette tâche avait été Alexandre de Marenches, dès qu'il avait été nommé par Pompidou à la tête du SDECE, en octobre 1970¹. Il disait à tout le monde qu'il allait « casser les réseaux Foccart ». L'objectif de Penne était différent. La gauche, éloignée du pouvoir depuis plus de vingt ans, trouvait un vide autour d'elle, pas seulement en Afrique. Les nouveaux gouvernants cherchaient des hommes sur lesquels ils allaient pouvoir s'appuyer. Assez naturellement, Guy Penne s'est mis en quête de ce genre d'appui auprès de ses amis francs-maçons. Les réseaux francs-maçons avaient le mérite d'exister, et la gauche y a toujours été bien introduite. Le premier Africain qui a été associé à cette opération est Omar Bongo.

La double appartenance n'était donc pas exclue ?

Je ne crois pas que Penne ait été de ceux qui fantasmaient sur les « réseaux Foccart ». Il a voulu tisser des liens d'amitié et de camaraderie semblables à ceux que j'entretenais depuis

1. Voir p. 23-24.

Foccart parle

plus de trente ans. Je ne peux pas lui en vouloir d'avoir noué de bonnes relations avec des hommes qui étaient et restaient mes amis.

Peut-on dire que vous avez eu davantage de rapports avec l'Élysée sous les septennats de Mitterrand que sous celui de Giscard?

C'est vrai, particulièrement au début avec Guy Penne, et à la fin avec Bruno Delaye. Pendant la deuxième cohabitation, j'ai eu de bien meilleurs rapports avec Delaye, à l'Élysée, qu'avec Michel Roussin, secrétaire d'État à la Coopération et ancien directeur de cabinet de Chirac. Delaye n'hésitait pas à me téléphoner pour me demander mon avis sur ceci ou cela, ce qui n'était pas le cas de Roussin. Quand Delaye a quitté l'Élysée, en février 1995, pour devenir ambassadeur au Mexique, il m'a fait une visite pour prendre congé, et j'y ai été très sensible.

Michel Roussin a pourtant dit que vous étiez un de ses modèles¹...

C'est très aimable de sa part, mais il n'a pas jugé utile de me rencontrer. Mes relations avec la Rue Monsieur auraient pu s'améliorer quand Bernard Debré, un des fils de Michel, a remplacé Roussin, mais la réserve était de mon côté autant que du sien, puisque nous entrions en période électorale et que nous ne soutenions pas le même candidat, lui s'étant engagé dans le camp de Balladur.

1. Dans une interview publiée par *Jeune Afrique* (n° 1768 du 24 novembre 1994), après la démission de Michel Roussin du gouvernement en raison de sa mise en examen dans l'affaire des HLM de la ville de Paris, mais recueillie avant.

Charn

Entre Penne
Mitterrand, que
l'Élysée à l'époq
est-elle volontair

Pas du tout. N
de vue n'étaient p

Il avait en
d'importance a
donné l'impressi

Écoutez, je su

Je ne crois pe

En tout cas
avait été mêlé
tout ce qu'on a
l'Afrique du Su

Sassou Ngu
a-t-il confié sa

Non. À vrai
que j'ai pu lire

Si le rôle
impeccable et

1. Il s'agit de
1988-1990, et de
à ce sujet : Ste
Calmann Lévy, 1

Charmes et cactus de la cohabitation

Entre Penne et Delaye, il y avait eu Jean-Christophe Mitterrand, que vous n'avez pas cité. Il était pourtant à l'Élysée à l'époque où vous étiez à Matignon. Votre omission est-elle volontaire ?

Pas du tout. Nous avons eu de bonnes relations. Nos points de vue n'étaient pas éloignés.

Il avait en commun avec vous d'attacher beaucoup d'importance aux relations personnelles. Mais il n'a pas donné l'impression de les conduire comme vous...

Écoutez, je suis peut-être naïf...

Je ne crois pas...

En tout cas, certaines opérations auxquelles on a dit qu'il avait été mêlé ne sont guère crédibles. J'ai du mal à croire tout ce qu'on a raconté et écrit sur la livraison de missiles à l'Afrique du Sud via le Congo¹.

Sassou Nguesso, président du Congo à cette époque, vous a-t-il confié sa version de cette affaire ?

Non. À vrai dire, je n'ai pas cherché à en savoir plus que ce que j'ai pu lire à ce sujet.

Si le rôle politique de Jean-Christophe Mitterrand était impeccable et s'il n'a pas dérapé dans des affaires, pourquoi

1. Il s'agit de missiles Mistral exportés officiellement au Congo, en 1988-1990, et destinés à l'Afrique du Sud, en violation de l'embargo. Voir à ce sujet : Stephen Smith et Antoine Glaser, *Ces Messieurs Afrique*, Calmann Lévy, 1992.

Foccart parle

son père, selon vous, l'a-t-il finalement placé sous la tutelle de Thierry de Beaucé, en 1991, et éloigné de l'Élysée en 1992?

Ses relations avec des affairistes ne sont pas niables. Mais je me demande si ce qu'il faut bien appeler son manque de tenue, ne serait-ce que vestimentaire, n'est pas ce qui a le plus choqué les Africains. Sans parler du népotisme, mais là-dessus, le reproche n'était pas adressé au fils.

Quels rapports avez-vous eus avec les autres « hommes du président » qui se sont intéressés à l'Afrique ou aux DOM-TOM à des titres divers : Thierry de Beaucé, justement, Jean Audibert, Edgard Pisani¹ ?

Beaucé n'est entré à la cellule africaine qu'en juin 1991, et il s'intéressait plus au Maghreb qu'à l'Afrique noire. Je crois que je ne l'ai jamais vu.

Je n'ai pas rencontré Audibert quand il était au cabinet de Jean-Pierre Cot. Il a été à l'Élysée pendant la cohabitation, et j'ai eu quelquefois l'occasion de le voir au cours de cette période, mais nous n'éprouvions pas une grande sympathie l'un pour l'autre. Il paraît que nous sommes brouillés, mais je ne sais pas pourquoi. Je l'ai rencontré un jour près de chez moi, place du Maréchal-Juin. « On me dit que vous avez quelque chose à me reprocher, lui ai-je demandé. De quoi

1. Thierry de Beaucé a été secrétaire d'État aux Affaires culturelles internationales dans le gouvernement Rocard, puis chargé de mission à la cellule africaine de l'Élysée, de 1991 à 1995.

Jean Audibert a été directeur de cabinet de Jean-Pierre Cot, puis conseiller diplomatique du président de la République chargé des Affaires africaines et malgaches, de 1986 à 1989.

Edgard Pisani a été chargé de la Nouvelle-Calédonie en qualité de délégué, puis de ministre, en 1985 (voir p. 363), chargé de mission à l'Élysée jusqu'en 1988 et président de l'Institut du monde arabe jusqu'en 1995. Il avait été ministre de l'Agriculture, puis de l'Équipement, de 1961 à 1967.

s'agit-il? — plus.

Pisani, Général. J'affaires al déjeuner à que dont moment o cherché à Nouvelle-mais surto missions c problèmes de l'Afrique

Depuis SAC'. Sou de l'actua

Cette h certains h au pouvo de l'Intér amis. Les tout ce q 1969, y c cette agi

1. Le S p. 19 à 22,

2. Un p Bouches-d cinq memb

Charmes et cactus de la cohabitation

s'agit-il? — Mais non, rien du tout. » Je n'ai pas pu en tirer plus.

Pisani, je l'avais bien connu quand il était ministre du Général. Je le trouvais très attentif aux développements des affaires africaines. Je me rappelle qu'il m'avait invité à déjeuner à l'approche d'un remaniement ministériel. À l'époque dont nous parlons, il avait changé de bord. À partir du moment où il s'est occupé de la Nouvelle-Calédonie, il a cherché à se démarquer de moi, et je ne l'ai plus vu. Après la Nouvelle-Calédonie, il s'est un peu occupé de l'Afrique, mais surtout sur le plan des idées générales. À part quelques missions qu'il a effectuées au Sahel, notamment à propos des problèmes des Touaregs, il n'a guère été actif dans le secteur de l'Afrique noire.

Depuis 1974, on n'avait plus guère entendu parler du SAC¹. Soudain, le 18 juillet 1981, il surgit au premier plan de l'actualité avec le massacre d'Auriol²...

Cette horrible affaire de droit commun est pain bénit pour certains hommes politiques de gauche, qui viennent d'arriver au pouvoir et qui veulent régler de vieux comptes. Le ministre de l'Intérieur est alors Gaston Defferre, qui n'est pas de nos amis. Les journaux s'empressent de reprendre et de développer tout ce qui avait alimenté la campagne électorale de Poher en 1969, y compris sur les prétendus « réseaux Foccart ». Toute cette agitation durera un an, jusqu'à la publication, en juin

1. Le Service d'action civique était le service d'ordre gaulliste. Voir p. 19 à 22, et tome I, p. 135, 395-396, 455-456 et 460 à 462.

2. Un policier, qui avait été responsable départemental du SAC pour les Bouches-du-Rhône jusqu'au mois de mars précédent, a été massacré, avec cinq membres de sa famille, par des militants de la même organisation.

Charmes et cactus de la cohabitation

réunions de cabinet, qui sont présidées par le directeur de cabinet de Chirac, Maurice Ulrich.

Comment coordonnez-vous votre action et vos activités avec la cellule de Jean-Christophe Mitterrand à l'Élysée¹ ?

Nous n'avons pas de réunion périodique, mais nous nous téléphonons ou le fils du Président vient me voir quand il y a des problèmes à régler. Comme je vous l'ai dit, nous n'aurons jamais de différend grave. Avait-il reçu des consignes en ce sens ou était-ce naturel de sa part ? Je ne le sais pas, mais il ne cherche nullement de conflit avec moi et il me manifeste une parfaite politesse. De mon côté, je ne vais jamais à l'Élysée, sauf pour les réceptions officielles.

Michel Aurillac, le ministre de la Coopération, voyait Penne très souvent ; ensuite, quand il avait à faire à l'Élysée, il s'entretenait plutôt avec le secrétaire général, Jean-Louis Bianco, qu'avec Jean-Christophe Mitterrand. D'ailleurs, il avait une audience du chef de l'État une ou deux fois par mois, ce qui montre bien l'intérêt de François Mitterrand pour l'Afrique.

Quels sont vos rapports avec Aurillac, avec le ministre des Affaires étrangères, Jean-Bernard Raimond, et avec le secrétaire d'État aux DOM-TOM, Bernard Pons ?

Je connais Michel Aurillac depuis 1958, et nous nous téléphonons très souvent, en toute confiance. Et puis, un peu comme lorsque j'étais à l'Élysée, j'organise une réunion hebdomadaire, dans mon bureau, avec les représentants de Raimond et d'Aurillac, mais pas de Pons.

1. Jean-Christophe Mitterrand a succédé à Guy Penne, dont il était l'adjoint et qui est devenu sénateur le 23 octobre 1986.

l'évolution politique du Zaïre ressemble beaucoup à celle du Togo...

La comparaison n'est plus pertinente, parce qu'au Zaïre, en 1996, la situation ne s'est toujours pas arrangée. Ce grand pays relativement riche ne produit plus rien, et le peu de richesses qui subsistent s'évaporent à travers les frontières. Malgré la bonne volonté de Mobutu, le Zaïre est un pays où la notion d'État n'existe guère et où l'intérêt de l'État ne préoccupe pas grand monde. Je n'ai pas besoin d'en dire plus.

Qu'est-ce qui bloque, selon vous ? L'entêtement de Mobutu à s'accrocher à ce qui lui reste de pouvoir ?

Je ne dirais pas cela. C'est vrai que l'État ne fonctionne plus. C'est vrai que Mobutu a pris beaucoup de champ par rapport à la conduite des affaires. Il s'est retiré à Gbadolite, laissant gouverner plus ou moins un Premier ministre en butte à des hostilités diverses et croissantes, qu'il soutient en principe, mais avec lequel il est souvent en conflit¹. Alors qu'il a joué un rôle éminent sur la scène internationale, à propos de l'Angola, de la Namibie et de l'Afrique du Sud, il semble avoir renoncé à toute ambition diplomatique.

Malgré tout, et tant pis si vous me prenez pour un incurable conservateur, je suis convaincu que, par sa présence, le chef de l'État empêche le pire d'arriver, c'est-à-dire l'implosion de la

1. Au terme d'une crise ministérielle de six mois, Kengo wa Dondo avait été nommé Premier ministre en juin 1994 et investi le 11 juillet. Ce technocrate avait déjà occupé le même poste de 1982 à 1986 et de 1988 à 1990. Il avait laissé le souvenir d'un gestionnaire rigoureux qui avait tenu tête au chef de l'État. Son retour avait été salué par les organisations financières internationales et par les Occidentaux, singulièrement par la France. Mais il s'opposait déjà à Mobutu sur le partage des responsabilités, exigeant d'avoir la haute main sur l'économie.

nation et le dé
sanglantes.

À quel titre
et pour quoi j

À titre per
sabilités que
président du
envoyé son a
ministre Ken
différend. M
plusieurs rep
ment que c'é
arrivé à Gba
Kengo nous
écoutés et j'a

Sur quoi,

Mobutu s
sa fatigue. S
qu'il fallait
pour mainte
convenu et
pas été resp
ponctionner
Mobutu.

En revan
rupture, se s
ans après, l
révélée sup
mois sans
connaissanc

Voies française et africaines de l'alternance

nation et le déclenchement de luttes tribales qui pourraient être sanglantes.

À quel titre êtes-vous allé à Gbadolite au mois d'août 1994, et pour quoi faire ?

À titre personnel, puisque je n'avais pas d'autres responsabilités que celle de la cellule africaine du maire de Paris, président du RPR. C'est Mobutu qui m'a invité et qui m'a envoyé son avion, après s'être mis d'accord avec le Premier ministre Kengo wa Dondo pour me demander d'arbitrer leur différend. Mobutu avait beaucoup insisté, me téléphonant à plusieurs reprises, pour que j'aie le voir, me disant simplement que c'était très important. C'est seulement quand je suis arrivé à Gbadolite qu'il m'a expliqué ce qu'il attendait de moi. Kengo nous a rejoints et m'a confirmé cette mission. Je les ai écoutés et j'ai aidé à les rapprocher.

Sur quoi, précisément ?

Mobutu se déchargeait de la conduite de l'État, arguant de sa fatigue. S'agissant de sa liste civile, je lui ai fait observer qu'il fallait fixer la limite des moyens mis à sa disposition pour maintenir son style d'existence. C'est ce qui a été convenu et chiffré, mais j'ai l'impression que cet accord n'a pas été respecté. En effet, il se trouve des personnages qui ponctionnent à la fois les caisses de l'État et la cassette de Mobutu.

En revanche, Mobutu et Kengo, qui étaient au bord de la rupture, se sont réconciliés, et cet accord-là tient encore, deux ans après, bien que la collaboration qu'il implique se soit révélée superficielle et fragile. Il se passe rarement plus d'un mois sans qu'un incident se produise, dont j'ai souvent connaissance selon deux versions plus ou moins différentes.

Foccart parle

Avez-vous tenu le gouvernement français informé de vos entretiens de Gbadolite ?

Pas plus du côté de Matignon que du côté de l'Élysée, on n'était prêt à m'écouter ni à tirer la conclusion, évidente à mes yeux, qu'il fallait aider Mobutu, au moins indirectement, à appliquer cet accord.

Cette affaire a pris des proportions étonnantes. Quand je demandais qu'on autorise M^{me} Mobutu à venir voir son fils qui se mourait sur un lit d'hôpital à Paris, on me répondait que le malade n'était pas aussi gravement atteint qu'on le disait, etc. – or il a succombé à sa maladie. J'avais beau expliquer que les autres chefs d'État africains seraient tous scandalisés d'apprendre que le gouvernement français empêchait une mère de famille de venir voir son fils malade, rien n'y faisait. Là-dessus, deux filles de Mobutu ont été refoulées, chacune de son côté, d'aéroports français. Il est vrai que l'une d'elles était arrivée, non seulement sans visa, mais sans passeport...

C'était d'autant plus grave que Mobutu, qui avait choisi Kengo pour montrer sa bonne volonté vis-à-vis de nous, risquait de réagir en se séparant de son Premier ministre. Or Kengo était l'homme de la situation. Il avait réussi, vaille que vaille, à maintenir un certain équilibre au milieu d'un déséquilibre qui est structurel depuis la conférence nationale.

Et puis, quoi qu'on puisse dire du rôle que la France a joué au Rwanda...

Vous, qu'en dites-vous ?

C'est une affaire Mitterrand père et fils que je n'ai pas réussi à tirer au clair.

Je voulais relever que le gouvernement français avait été bien content de trouver Mobutu pour l'aider à limiter les

Voies française et africaines de l'alternance

dégâts au Rwanda en 1994 et pour accueillir des réfugiés. Si une guerre civile aussi épouvantable que celle du Rwanda avait éclaté au Burundi, on aurait pris la mesure de l'erreur commise en s'aliénant Mobutu. Je ne comprends pas comment une telle évidence ne s'imposait pas aux services du Quai d'Orsay.

Elle n'a pas paru s'imposer rapidement non plus après l'élection présidentielle...

En effet, Matignon et le Quai d'Orsay ont persisté dans leur attitude. Deux jours après l'installation du président de la République, Mobutu m'a appelé pour me dire deux choses. Premièrement, il avait pu s'entretenir au téléphone avec Chirac, qui s'était montré attentif à ses problèmes. Deuxièmement, il venait d'apprendre que le consulat de France à Londres refusait un visa à l'un de ses enfants.

Il a fallu que Jacques Chirac impose progressivement son point de vue. Au mois d'août, pendant qu'il était en vacances au fort de Brégançon, Mobutu a séjourné lui aussi dans le Midi, dans sa propriété de Cap-Martin. Chirac lui a téléphoné. Mobutu est venu ensuite à Paris, où je l'ai vu, mais Chirac n'a pas eu la possibilité de le recevoir. Enfin, quand il est revenu pour les cérémonies du cinquantenaire de l'UNESCO, le chef de l'État zaïrois a été reçu par le chef de l'État français.

Le but de cette quarantaine n'était-il pas d'amener Mobutu à accepter le jeu démocratique ?

Cela n'explique pas l'entêtement à maintenir des mesures qui étaient inefficaces, alors qu'on savait bien que le dialogue serait plus utile. Tout se passait presque comme s'il ne s'agissait même pas vraiment d'une décision politique française. Quand j'intervenais auprès du Quai d'Orsay, on me répondait qu'aucune dérogation n'était possible, parce que les Belges

Foccart parle

nous avaient demandé de n'avoir aucune relation avec Mobutu. Imaginez que le général de Gaulle ait appris que le Quai d'Orsay demandait l'accord des Belges pour délivrer un visa!

Les Belges et les Américains?

Les Américains, je ne sais pas. Ils ont une politique fluctuante à l'égard du Zaïre. L'ancien président Jimmy Carter, qui effectue des missions de diplomatie parallèle pour le compte de la Maison Blanche, fait le siège de Mobutu. Je ne comprends pas bien à quelle fin. Peut-être pour garder deux fers au feu.

Depuis que la Guerre froide est terminée, l'Afrique a perdu le peu d'importance stratégique qu'elle avait. Or les États-Unis s'intéressent plus directement qu'avant, pas seulement au Zaïre, où ils ont toujours été partie prenante, mais à toute l'Afrique francophone. Quelle est votre explication?

Vous devriez dire cela au Quai d'Orsay, où la direction des Affaires africaines est convaincue que les Américains se fichent complètement de l'Afrique. Pourtant, c'est vrai. On voit ainsi des ambassadeurs entretenir ostensiblement des relations avec les opposants – tout en prenant garde de ne pas couper les ponts avec les hommes du pouvoir.

N'est-ce pas dû, quelquefois, à l'initiative d'un diplomate qui a une propension personnelle à s'impliquer dans la politique locale?

Allons donc! Carter joue peut-être un rôle personnel parce qu'il veut continuer à exercer la mission apostolique dont il se croit investi, mais enfin, ce n'est pas un quelconque diplomate irresponsable, et il n'est pas la seule personnalité américaine

Voies française et africaines de l'alternance

de haut rang que l'on peut voir passer en Afrique. Et quand John Fru Ndi, qui prétend que, si l'élection d'octobre 1992 n'avait pas été truquée, il serait président du Cameroun, est invité à la prestation de serment de Bill Clinton, le 20 janvier 1993, la décision n'a pas été prise à l'ambassade des États-Unis à Yaoundé.

Mais vous m'avez demandé mon explication. Franchement, je n'en trouve pas de satisfaisante. On peut dire que l'Afrique a un intérêt parastratégique qui tient à ses ressources minérales. Les Américains y ont toujours été attentifs depuis que l'uranium du Congo belge leur a permis de fabriquer la bombe d'Hiroshima, et ils le restent, mais sans plus. On ne peut pas parler d'une lutte d'influence franco-américaine. Mais il y a des compétitions pour des contrats, dans lesquelles les États-Unis jettent le poids de leur diplomatie, ce que la France n'a jamais su ou voulu faire. Le Quai d'Orsay commence enfin à se rendre compte que les affaires commerciales ne sont pas totalement vulgaires et subalternes en Europe de l'Est ou en Asie, et même en Afrique.

Que fait la CIA en Afrique ? Et les autres services secrets : le FSB russe, ex-KGB, la DGSE française, le Mossad israélien et le BOSS sud-africain ? Collaborent-ils ? Se font-ils la guerre ? Sont-ils efficaces ?

Ils font leur travail de recherche de renseignements et d'analyse. Le KGB a toujours été très présent, mais plutôt malhabile. Je considère que les plus efficaces sont le Mossad et la CIA.

Les services spéciaux ou secrets des pays africains ont été formés les uns par les Français, les autres par les Israéliens, les Américains ou aussi les Marocains. Il est dans la nature des services de renseignements de s'épier, de se contrecarrer et, en même temps, d'échanger des informations. À ce jeu, personne

Voies française et africaines de l'alternance

Sans doute, mais on ne peut pas dire qu'il s'agit d'une déstabilisation radicale de la société. Les gens vivent mieux qu'avant.

Gaston Flosse est revenu, en 1991, à la présidence du gouvernement, dont il avait démissionné en 1987. C'est un homme de qualité. Il semble tenir la situation en main, dans un territoire où tous les politiciens sont des gens très compliqués. Les syndicalistes aussi, qui déclenchent une grève, parfois violente, pour un oui ou pour un non.

En Afrique, depuis 1988, nous n'avons parlé que des pays francophones. L'événement majeur sur le continent s'est produit ailleurs. En 1988 précisément, Pieter Botha accentue ses efforts pour desserrer l'étau autour de l'Afrique du Sud. Il va au Mozambique et, surtout, au Zaïre, où Mobutu Sese Seko le reçoit à Gbadolite avec les ministres sud-africains des Affaires étrangères et de la Défense, Pik Botha et Magnus Malan. L'indépendance de la Namibie est maintenant en vue. Suivez-vous ces développements ?

En ce qui concerne la Namibie, en simple observateur. Les efforts diplomatiques de l'Afrique du Sud en direction de l'Afrique noire, de plus près.

Pik Botha joue un rôle important. C'est un homme intelligent et subtil, avec qui j'ai pris un petit déjeuner en tête à tête à l'occasion de son passage à Paris en octobre 1987, après le dénouement de l'affaire Albertini¹. J'avais en face de moi un interlocuteur très averti. Depuis longtemps, il me tenait un peu le même langage que le chef du gouvernement, puis de l'État,

1. Voir p. 323 à 326.

Foccart parle

Pieter Botha¹ : « Vous devez comprendre notre situation, nous ne pouvons pas aller plus vite. » Mais il manifestait une bonne connaissance de l'Afrique, et je suis convaincu qu'il me parlait avec sincérité.

Après la rencontre de Gbadolite, le 1^{er} octobre 1988, Mobutu annonce qu'il a obtenu la promesse d'une libération prochaine et sans conditions de Nelson Mandela. Pik Botha dément le lendemain, mais Pieter Botha téléphone à Mobutu pour lui dire que cette annonce était simplement prématurée. Il a dû répéter au président du Zaïre ce qu'il lui avait dit à Gbadolite : « Je ne suis pas libre de faire ni de dire ce que je veux. Je vous demande de le comprendre et de ne rien faire pour nous gêner. Si vous ou nous commettons une erreur, nous serons amenés soit à devoir faire face à une émeute grave, soit à donner des gages à l'opinion blanche, c'est-à-dire à aller dans le sens contraire de celui que nous souhaitons. »

Le 15 octobre, Pieter Botha va voir Houphouët à Yamoussoukro. Un mois après, il fait sortir Mandela de prison pour le mettre en résidence surveillée.

Le 15 août 1989, Frederik De Klerk remplace Botha à la présidence de la République. Il va donner un coup d'accélérateur qui surprendra tout le monde. Vous aussi ?

C'est vrai, mais, avec le recul, il faut convenir que Botha, qui n'était pas un *sprinter* comme son successeur, avait accompli un beau parcours sans jamais dévier. Il avait fait évoluer considérablement la législation et, tout autant, l'opinion majoritaire des Blancs.

1. Pieter Botha a succédé à John Vorster à la tête du gouvernement en 1978. La Constitution de 1984 a supprimé le poste de Premier ministre. Le président de la République est alors devenu chef de l'exécutif, et Pieter Botha a été élu à ce poste.

Voies française et africaines de l'alternance

Cela n'enlève rien au mérite exceptionnel de Frederik De Klerk. Il a pris énormément de risques. La suite lui a donné raison. On ne pouvait espérer un meilleur résultat et, quelle que soit la tournure des événements futurs, De Klerk se sera inscrit dans l'histoire comme un grand homme.

Croyez-vous que l'Afrique du Sud deviendra une puissance continentale ?

Continentale, c'est peut-être beaucoup dire. Elle développera des relations commerciales avec l'Afrique de l'Ouest, mais sans plus, parce que le Nigeria fera barrage et que, non seulement les pays sahéliens, mais les riverains du golfe de Guinée sont plus proches de l'Europe que de l'Afrique du Sud. Mais elle est déjà une puissance régionale en Afrique australe et dans l'océan Indien. Si le gouvernement de Pretoria parvient à rétablir l'ordre chez lui, il étendra son influence en Afrique centrale et orientale. Les Sud-Africains sont déjà présents au Zaïre – et Mobutu a fait des visites discrètes en Afrique du Sud. Ils prennent position pour être en mesure d'y jouer un rôle important le jour où ce pays sortira de son anarchie.

Faisons abstraction de la situation actuelle pour réfléchir à long terme en regardant la carte. Le Zaïre est au confluent des zones d'influence du Nigeria et de l'Afrique du Sud. Il risque d'être écartelé entre ces deux pôles économiques s'il reste passif. En revanche, cette position géographique se révélera un avantage si les dirigeants zaïrois sont capables d'en tirer parti.

Il faut ajouter que les Sud-Africains joueront bientôt un rôle important au sein des organismes panafricains qui valent : l'Organisation de l'unité africaine et la Banque africaine de développement.

Qui valent ?

VIII

Chirac président

Le déchirement de la famille gaulliste. – Un déjeuner avec Balladur. – Voter Jospin pour empêcher un duel Chirac-Balladur? – L'entourage de Pasqua lui casse l'encensoir sur la tête. – Le seul Premier ministre qui s'est intéressé à l'Afrique depuis vingt ans. – Le Chirac nouveau s'est révélé. – L'Élysée et la Rue Monsieur contre Matignon et le Quai d'Orsay. – Deux cellules africaines à l'Élysée. – « Mon cher Abdou... Mon cher Jacques... »

Vous vous êtes beaucoup plus impliqué dans la campagne électorale de 1995 que dans celle de 1988. Pourquoi?

J'ai longtemps attendu dans l'espoir que le déchirement de la famille gaulliste allait être évité. Il s'est produit, et je l'ai vécu comme une épreuve personnelle. Quand il a fallu choisir, je n'ai pas hésité. Édouard Balladur a été un grand serviteur de l'État. Il a été, pour Pompidou, un collaborateur d'une qualité exceptionnelle à Matignon, puis à l'Élysée. Il est de ces hauts fonctionnaires qui accèdent avec aisance à un poste ministériel important et y sont efficaces, et il l'a prouvé à la tête du ministère de l'Économie, des Finances et de la Privatisation pendant la première cohabitation. Nous avons été d'excellents amis et, les épreuves étant passées, je souhaite que nos sentiments redeviennent tels qu'ils étaient jusqu'à l'approche de l'élection présidentielle. Mais il n'appartenait pas, à mon avis, à la très

Foccart parle

petite phalange des hommes d'État dotés d'une vision lointaine et de la capacité de prendre, dans la solitude du chef, les bonnes décisions au bon moment. D'ailleurs, il ne le pensait pas lui-même jusqu'au jour où la magie des sondages l'a fait changer d'avis. En raison du retrait relatif du président de la République, Balladur a détenu plus de pouvoirs qu'aucun autre Premier ministre; il les a exercés sans prouver qu'il savait choisir et se tenir à ses choix.

À l'inverse, j'avais assez fréquenté Jacques Chirac et je m'étais assez entretenu avec lui des affaires publiques pour avoir acquis la conviction qu'il était le meilleur président de la République possible aujourd'hui.

Enfin, les engagements doivent être respectés. En 1990, le RPR et l'UDF avaient décidé de présenter un candidat unique. En 1993, Chirac et Balladur étaient convenus que le président du RPR serait ce candidat et que l'ancien ministre des Finances serait le Premier ministre de la nouvelle cohabitation. Chirac avait tiré de l'élection de 1988 la conclusion que Matignon n'était pas un bon poste pour s'apprêter à entrer à l'Élysée, qu'il lui faudrait écouter les Français, se faire mieux connaître, étudier les dossiers et préparer les décisions qu'il aurait à prendre après son élection. Balladur était apparu heureux de la perspective de devenir Premier ministre.

Balladur a donné une autre version de son accord avec Chirac¹...

1. Dans son livre, *Deux ans à Matignon* (Paris, Plon, 1995), Édouard Balladur dément l'existence d'un pacte avec Chirac. « Il m'a demandé, écrit-il, si je le soutiendrais pour l'élection présidentielle, au cas où il serait candidat. Je lui ai répondu que mon soutien serait à la mesure de celui qu'il accorderait à mon action si j'étais Premier ministre. J'ai ajouté que je n'envisageais pas d'être moi-même candidat à la présidence de la République. Il m'a répété, comme toujours, qu'il ne fallait pas le dire, qu'il faudrait décider plus tard qui de nous deux serait le mieux placé. »

En 1995
confié Chi
veille du de

Donc, B

Personne
Chirac à ch
Balladur av
candidat.

L'Afriqu

J'ai fait
Mais il est
tation que
politique a
contraire,
la France.
connaissai
pas dire q
auprès d'e

Je me s
pagne. No
dont trois
et Michel
s'agissait
teurs fran
pour les
l'espoir e
président
n'avait vu
Au cours
bonne ren

Chirac président

En 1995. Ce que je viens de vous dire est ce que m'avait confié Chirac en 1993, après son entretien avec Balladur la veille du deuxième tour.

Donc, Balladur ment ?

Personnellement, je suis convaincu que ce que m'a rapporté Chirac à chaud, après leur entretien, était la vérité. Et Édouard Balladur avait dit lui-même à la télévision qu'il ne serait pas candidat.

L'Afrique a-t-elle pesé sur votre choix ?

J'ai fait ce choix en tant que gaulliste et en tant que citoyen. Mais il est vrai aussi que je n'approuvais pas du tout l'orientation que Balladur paraissait donner ou laisser prendre à la politique africaine, vers une certaine banalisation des relations, contraire, à mes yeux, aux intérêts de l'Afrique et à ceux de la France. Les dirigeants africains étaient du même avis. Ils connaissaient tous Chirac et ils l'appréciaient. On ne peut pas dire que Balladur avait réussi son « examen de passage » auprès d'eux.

Je me suis beaucoup occupé de l'Afrique pendant la campagne. Nous avons envoyé des quantités d'émissaires de poids, dont trois anciens ministres – Yvon Bourges, Robert Galley et Michel Aurillac –, sillonner l'Afrique francophone. Il ne s'agissait pas seulement de faire campagne auprès des électeurs français, mais aussi de rencontrer les dirigeants africains pour les informer et pour rassurer ceux qui avaient perdu l'espoir en la victoire de Chirac. Mahamane Ousmane, le président du Niger, m'a téléphoné pour se plaindre de ce qu'il n'avait vu venir personne pour faire la campagne de Chirac. Au cours des semaines suivantes, il a reçu deux envoyés de bonne renommée. Ces voyages de personnalités, conjugués au